

E-Note 1 / 2006

Le "Steunpunt Coöperatief Ondernemen" est un centre d'étude au sein de HIVA et est financé par Cera. Ce Centre d'Etude travaille en collaboration avec la Chaire Cera du Centre d'Economie Sociale de l'Université de Liège. Cette collaboration est ancrée au sein du Centre d'expertise en Entrepreneuriat de Cera, qui combine l'expertise complémentaire des groupes de recherche impliqués (HIVA et CES) dans le domaine de l'entreprise coopérative et de l'économie sociale. Le Centre d'Etude s'est fixé comme objectif de soutenir le développement des entreprises coopératives en Belgique par le biais de la recherche scientifique. En collaboration avec la Chaire Cera en Management et Entrepreneuriat en Economie Sociale, le Centre d'Etude publie, deux fois par an, une E-note. Les E-notes fournissent des informations scientifiques sur le secteur de l'entrepreneuriat coopératif en Belgique et ailleurs dans le monde.

La présente E-note est la première de la série. Elle décrit le 'mission statement' du Centre d'Etude en le situant dans la recherche scientifique réalisée jusqu'à présent à propos des coopératives en Belgique.

Quelles questions de recherche ont déjà été posées sur l'entrepreneuriat coopératif? A quelles questions a-t-on déjà répondu? Quelle est la pertinence et l'ampleur de la vision scientifique sur les coopératives? Comment le Centre d'Etude veut-il aiguïser et élargir cette vision?

Les chercheuses du Centre d'Etude, Caroline Gijselinckx et Inne Wyns, vous proposent donc un parcours à travers la littérature scientifique sur les coopératives belges et vous présentent les missions du Centre d'Etude.

REGARDS SUR LES COOPERATIVES

Depuis quelques années, on parle d'une renaissance de l'entrepreneuriat coopératif en Belgique. De nombreuses coopératives ont vu le jour ces dernières années. Et les coopératives déjà existantes, comme Cera, ont également renouvelé leur identité coopérative ainsi que leur mission. Cette renaissance de l'entrepreneuriat coopératif accompagne le développement contemporain de ce qu'on nomme "l'économie sociale" et "la responsabilité sociale des entreprises". L'intérêt pour ce développement croît tant auprès des autorités publiques que dans les cercles scientifiques. Dans d'autres pays, comme le Canada, le

Royaume-Uni et l'Espagne, on connaît une riche tradition de recherche scientifique sur les coopératives. Souvent stimulé et financé par le secteur même. Pensons par exemple au « Centre for the Study of Co-operatives » au Canada, au « Co-operative College » au Royaume-Uni ou encore à la « Mondragón Unibertsitatea » au Pays Basque.

En Belgique, la recherche scientifique sur les coopératives n'en est qu'à ses prémises. Dans le passé, quelques études concernant les coopératives ont été conduites, études dont les commanditaires étaient souvent des

coopératives, de la même manière que notre Centre d'Etude est aujourd'hui financé par une coopérative.

La différence avec les recherches du passé réside en ce que le Centre d'Etude veut, pour la première fois, dresser, dans son ensemble, le portrait du secteur des coopératives en Belgique. Il veut également se focaliser de manière approfondie sur un certain nombre de développements particuliers, de points névralgiques et de défis pour le secteur.

L'IDEAL COOPERATIF S'EVAPORE-T-IL OU REVIT-IL?

Quelques scientifiques (e.a. Coté, 2001) pensent observer une 'dégénérescence' de l'idéologie coopérative. Ils disent voir disparaître les coopératives sous la pression homogénéisante du marché et suite à la tendance à la démutualisation. A l'égard des coopératives toujours existantes, ils croient observer ces

dernières années, un affaiblissement des règles et des principes. D'autres (comme Develtere et al., 2005, 2006) soutiennent que l'on est plutôt en présence d'un phénomène de régénération ou, pour le dire autrement, d'une actualisation et d'une renaissance de la pensée et de l'action coopératives. En 2005,

Develtere, Raymaekers et Meireman affirmaient dans une enquête sur les grandes coopératives financières en Belgique et dans des pays environnants, que ces organisations se sont, ces dernières années, interrogées sur leur identité coopérative ainsi que sur leur fonction-

nement. A travers les réformes qu'elles mettaient en œuvre, et qui étaient une réponse aux développements dans le marché financier, elles mettaient en avant des accents coopératifs propres. Elles n'avaient pas perdu de vue leurs idéaux et leurs règles, mais elles les avaient adaptées avec succès aux réalités contemporaines. Elles développaient notamment des méthodes pour impliquer plus fortement leurs membres dans la

politique de l'entreprise. Elles cherchaient aussi des moyens de prendre en compte les intérêts d'autres parties prenantes à vocation sociale. Elles se sont révélées des pionnières de la responsabilité sociétale de l'investissement, de la consommation et de la production.

Quelques coopératives financières belges et françaises se sont développées jusqu'à devenir des informateurs financiers et des

conseillers pour l'économie sociale et le monde associatif (au sens large) dans leur pays respectif.

LES COOPERATIVES EN BELGIQUE: la recherche existante

AU DEBUT

En Belgique, les coopératives dites *traditionnelles* ont émergé à partir de la fin du 19ème, début du 20ème siècle dans le sillage des mouvements sociaux qui étaient actifs à ce moment là. Cela veut dire que les premières coopératives surgissaient au sein d'une société belge polarisée.

Ainsi, au sein du pilier socialiste par exemple, ont émergé les coopératives ouvrières gantoises, de même que Prévoyance en Voorzorg (P&V) et FEBECOOP, comme groupe de coopératives issues du mouvement ouvrier socialiste. ARCO est apparu en

tant que groupe de coopératives issues du mouvement ouvrier chrétien. Cera a émergé en tant que coopérative financière issue des coopératives d'épargne et de crédit du mouvement d'agriculteurs chrétiens. Au sein de l'association des agriculteurs chrétiens, différentes coopératives agricoles ont aussi vu le jour.

Dans le secteur pharmaceutique, tant des coopératives socialistes que chrétiennes sont apparues avant de se réunir, dépassant les différents piliers, au sein de l'association des pharmacies coopératives de Belgique (OPHACO) (Defourny et al.,

2002 : 15-44). Au cours des premières années suivant l'apparition des coopératives, l'attention portée à ce nouveau type d'entreprise est venue aussi bien des mouvements sociaux, par exemple via les publications en préparation d'un congrès (entre autres ACW, 1952), que de la part du monde académique.

Parmi les personnalités scientifiques importantes de cette période initiale figurent Serwy (1942,1946,1948,1952) et Lambert (1964).

LES ANCIENNES COOPERATIVES FACE AUX NOUVELLES

Après une période durant laquelle on parla peu des coopératives, on assista au retour au premier plan des coopératives dites *nouvelles*, suite aux changements sociaux et économiques causés entre autres par la crise économique dans les années '70 (Defourny, 1982b, 1985; Bundervoet, 1990; Defourny et al., 2002). Defourny et al. (2002: 54) constatent que ces "nouvelles coopératives" ont surtout émergé dans la partie Sud de notre pays.

La grande différence entre les anciennes et nouvelles coopératives réside, selon Defourny et al (2002 : 53-55), dans l'objectif poursuivi. Ainsi, selon eux, les coopératives traditionnelles, comme Cera, le groupe ARCO, P&V, Febecoop, mettaient surtout l'accent sur l'amélioration du niveau de vie des agri-

culteurs et des ouvriers à travers l'offre de biens et services. Par contre, les nouvelles coopératives des années 70-80 ont plutôt pour but de créer ou de conserver des emplois.

Suivant la perspective des mouvements sociaux, Develtere, Meireman & Raymaekers (2005 : 10) affirment que de grandes ressemblances peuvent pourtant être trouvées entre les anciennes et nouvelles coopératives. Beaucoup de nouvelles coopératives sont, en effet, tout comme les coopératives traditionnelles, nées dans le sillage de (nouveaux) mouvements sociaux, par exemple le mouvement de protection de l'environnement. Develtere est aussi d'avis que les coopératives traditionnelles, tout comme les nouvelles, sont apparues

en tant que réponses à des problèmes sociaux et politiques qui se sont manifestés sur le plan sociétal. Parler d'une *ligne de rupture* entre les deux groupes des coopératives va, selon lui, trop loin. Ces propos ressortent aussi d'une publication de Pollet et Develtere (2004 :19). Dans ce travail, ces auteurs estiment que quelques *anciennes* coopératives fournissent une contribution importante à ce qu'ils appellent la tradition de la nouvelle économie sociale. Dans une étude (à paraître) de Gijssels, de Develtere et de Raymaekers, cette idée est également développée.

RESSOURCEMENT ET INNOVATION

Lors de l'émergence des *nouvelles* coopératives à partir des années '70, les coopératives dites *traditionnelles* voulaient reformuler et actualiser leur propre identité coopérative ainsi que leur fonctionnement. En faisant connaître leur propre identité, entre autres via la publication de travaux dévoilant leur histoire, ces coopératives ont procuré à l'entière du secteur coopératif une identité reconnaissable, qui lui faisait jusque là défaut.

La réflexion à propos du passé a été alimentée par le fait que les coopératives traditionnelles ont été confrontées à une remise en question suite à l'émergence des *nouvelles* coopératives.

Quelques travaux historiques ont vu le jour à partir de la fin des années 80. Plusieurs de ces travaux ont été publiés à l'occasion de l'une ou l'autre célébration comme l'anniversaire d'une coopérative.

Un des premiers ouvrages dans la lignée concerne l'histoire de l'alliance nationale des coopératives chrétiennes (LVCC), publiée par Kwanten (1987).

Dans les années qui ont suivi, il y eut aussi d'autres parutions historiques entre autres écrites par Gerard, Kwanten, de Bouchaute, Pacolet et Veraghtert (1990) et Gerard, Pacolet, de Bouchaute et Veraghtert (1995), au sujet de plus petites coopératives qui ont fait partie du LVCC.

Au début des années 90, le LVCC était remodelée pour devenir ARCO. Lors de son quinzième anniversaire, ARCO publiait à nouveau un travail historique (Van Dijck, 2005) où les réformes récentes étaient replacées dans la lignée de toute l'histoire des coopératives ouvrières chrétiennes.

L'histoire de Cera fut, quant à elle, écrite en 2002 par Buyst, Goossens et Van Molle dans le livre '*Cera 1892-1998: De kracht van coöperatieve solidariteit*'.

Develtere et Raymaekers (2005) accordent une attention particulière aux innovations dans l'identité coopérative et le fonctionnement d'ARCO et Cera. Dans une étude en cours de publication, Gijssels, Develtere et Raymaekers comparent l'évolution de ces deux coopératives financières avec celle de

quelques autres grands groupes de coopératives de longue tradition dans des pays environnants comme par exemple le groupe britannique Co-operative Group, le Crédit Coopératif français ou la Rabobank néerlandaise.

Au sein du secteur agricole, Van Molle (1990), d'une part, et, d'autre part, Quaghebeur & Van Molle (1990) ont dévoilé l'histoire de la fédération des agriculteurs belges. Woestenborghs (1994) a écrit spécifiquement l'histoire d'Aveve.

On trouve une revue de l'histoire des coopératives, avec un arrière-fond socialiste, dans le livre récent "*Werklieden bemint uw profijt! De Belgische sociaaldemocratie in Europa*", écrit par Defoort (2006).

TRAVAUX SUR LE SECTEUR COOPERATIF BELGE DANS SON ENSEMBLE

Après le récent changement de siècle, quelques travaux publiés en Belgique dressent l'état actuel du secteur coopératif dans son entièreté. Ainsi le lecteur peut trouver dans "*The cooperative movement in Belgium : perspectives and prospects*" (2002) de

Defourny, Simon et Adam, une vue d'ensemble de l'évolution du secteur coopératif belge.

Enfin, une publication juridique de Nicaise et Deboeck (1995) est aussi digne d'être mentionnée, parce que ce travail donne

un aperçu clair de la législation belge concernant le secteur coopératif en Belgique. Pratique et intéressant pour quiconque a l'un ou l'autre lien ou montre de l'intérêt pour le secteur coopératif belge.

L'ECONOMIE SOCIALE ET LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES: Nouvelles sources d'inspiration pour les coopératives.

Le fait que les coopératives aient été sous les feux de la rampe depuis les années 70 est à attribuer, en partie, au renouveau de l'économie sociale à ce moment là, non seulement en Belgique, mais aussi au niveau international. Suite à la situation sociale de l'époque, de nouvelles initiatives se sont développées en vue de trouver une solution aux problèmes dans le domaine de l'emploi et de l'environnement. De nos jours,

l'économie sociale est de plus en plus considérée comme un "troisième secteur" qui se situe entre le secteur privé et le secteur public (Defourny et al, 1992 : 26). Cela ne signifie toutefois pas que l'économie sociale existe entièrement comme un segment isolé au sein de la réalité économique. Au contraire, on remarque des tendances de plus en plus marquées au sein de l'économie dite traditionnelle à pencher vers une

économie plus sociale, afin d'amener plus de valeurs au sein de la sphère économique. Regardons par exemple l'émergence de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui attire un intérêt croissant de la part des entreprises privées ces dernières années, ou encore l'importance des fondations d'entreprises.

Par les activités qu'elles effectuent et les objectifs qu'elles poursuivent, les coopératives sont une composante essentielle de l'économie sociale. Plus encore, à travers leur mission de combiner des objectifs aussi bien économiques que sociaux, elles constituent l'exemple par excellence de l'entreprise sociale.

Bien avant qu'il n'en soit aussi question dans les entreprises traditionnelles, les coopératives avaient déjà mis en place ce qu'on appelle de nos jours la responsabilité sociale des entreprises. Ce n'est pas pour rien que Develtere et al. (2005:1-2) parlent de "*co-operative social responsibility*" de manière analogue à la "*corporate social responsibility*", terme anglais désignant la responsabilité sociale des entreprises. Ils insistent, par là, sur le fait que les coopératives

considèrent la création d'une plus-value économique comme un moyen d'atteindre leurs autres objectifs et valeurs, plutôt que comme une finalité en soi.

Bien que différentes autres entreprises de l'économie traditionnelle impliquent de plus en plus une dimension sociale dans leur politique, les coopératives partent de points de départ très différents par rapport aux entreprises privées et la logique qu'elles suivent est également très différente de celle de la maximisation du profit.

Le renouveau de l'économie sociale dans les années '70 se reflète aussi dans le nombre croissant de publications au sujet de l'économie sociale et de thématiques liées, comme par exemple à propos de la responsabilité sociale des entreprises.

Ainsi, quelques auteurs, parmi lesquels Defourny et Monzon Campos (1992), Defourny, Develtere et Fonteneau (1999) et Develtere (2002), ont écrit des travaux qui portent sur les initiatives et les réalisations de l'économie sociale dans des pays industrialisés et/ou en voie de développement. Par ailleurs, Develtere, Meireman et Raymaekers (2005) ont examiné le lien entre les entreprises coopératives et la responsabilité sociale des entreprises et ont comparé cela à la responsabilité sociale dans les entreprises traditionnelles.

LA MISSION DU CENTRE D'ETUDE DE L'ENTREPRENEURIAT COOPERATIF

La tendance du secteur coopératif à se tourner aussi bien vers la société dans son ensemble que vers ses propres membres, est aujourd'hui plus forte que jamais. Bien que la plupart des personnes plus âgées soient familiarisées avec la notion de "coopérative", leur compréhension de ce concept a été forgée, dans une large mesure, à partir de leur connaissance d'une certaine coopérative, à savoir celle à laquelle ils ont appartenu, souvent dans le cadre d'un "pilier". Leurs coopératives ne se sont jamais définies comme un mouvement coopératif. Aujourd'hui, les anciennes et nouvelles coopératives semblent davantage prêtes à cela. Notamment parce que, dans le cadre des développements dans le domaine de l'économie sociale et de la responsabilité sociale des entreprises, elles désirent s'affirmer et se développer comme des cas d'école d'entreprises sociales et durables.

Le développement des connaissances entre coopératives et à propos du secteur coopératif dans son ensemble, constitue un élément important dans la construction de ce processus de prise de conscience. Un autre élément important réside dans la défense des avantages et des intérêts de l'entreprise coopérative vis-à-vis de l'extérieur. Tout comme il est également important d'apprendre à partir des succès et des erreurs de chacun et à d'arriver à

l'échange et à la coopération mutuelle. Le Centre d'Etude de l'Entrepreneuriat Coopératif veut contribuer à cela grâce à sa recherche.

Les diverses publications scientifiques ces dernières années ont donné des réponses intéressantes à beaucoup de questions. Ces réponses sont encore relativement mal relayées auprès du secteur lui-même et de ses "stakeholders". Par ailleurs, sur certains points, les réponses sont toujours insuffisantes ou les questions n'ont pas encore été posées et la connaissance demeure donc limitée.

Selon Develtere (2006: 16) il y a un manque énorme de données statistiques. De ce fait, il n'y a pratiquement pas de chiffres détaillés sur le secteur. Le Centre d'Etude de l'Entrepreneuriat Coopératif veut appréhender la situation actuelle du secteur coopératif et ainsi en esquisser le profil.

En outre, le Centre d'Etude veut se focaliser sur un nombre de développements intéressants, de points névralgiques et de défis auxquels les coopératives sont confrontées de nos jours.

Nous voulons aussi accorder une attention particulière à l'utilité et à la contribution de la forme coopérative au

sein de l'économie sociale. Les coopératives d'activité, par exemple, n'ont pas encore été étudiées.

Comment les consommateurs, les investisseurs, les entrepreneurs et les entrepreneurs sociaux en particulier connaissent-ils aujourd'hui les coopératives ?

Pourquoi opte-t-on ou non pour le statut de SC ? Et qu'en est-il de la relation entre la SFS (Société à Finalité Sociale) et la SC (Société Coopérative) ? Ou entre cette SC et, en Belgique, les ASBL (Association Sans But Lucratif), tellement plus populaires ?

Comment trouver dans la coopérative des successeurs coopérateurs, accompagner des coopérateurs dans leur participation au processus décisionnel d'une entreprise, comment impliquer plusieurs "stakeholders" dans le processus décisionnel, etc. ?

Ces questions et encore beaucoup d'autres, les chercheurs du Centre d'Etude de l'Entrepreneuriat Coopératif ont hâte de les traiter. La recherche dans ce domaine sera utile au développement ultérieur du secteur coopératif dans notre pays. Vous en entendrez encore parler !

Bibliographie concise

- ACW (1952). De coöperatie in de christelijke arbeidersbeweging. Kortrijk: Vooruitgang.
- Beddegenoots, J. (2005). Le Conseil National de la Coopération: jeune de 50 ans. *Non Marchand*, 16(2), pp.37-50.
- Birchall, J. (1997). *The international co-operative movement*. Manchester: Manchester University Press.
- Branson, R. (Egmontpaleis Brussel, 16 februari 2006). *De rol van de traditionele coöperaties in de ontwikkeling van de huidige sociale economie*. [Exposé lors de la séance académique à l'occasion du cinquantième anniversaire du Conseil national de la Coopération].
- Bundervoet, J. (1990). *De coöperatieve beweging: Een nieuwe start?* Leuven: Acco.
- Buyst, E., Goossens, M. & Van Molle, L. (2002). *CERA 1892-1998: de kracht van coöperatieve solidariteit*. Antwerpen: Mercatorfonds.
- Ceuppens, L., Maertens, K. & Mertens, R. (2005). *Sociale economie: referentiegids*. Berchem: Memo.
- Côté, D. (2001). *Les holdings coopératifs: évolution ou transformation définitive?* Brussel: De Boeck Universiteit.
- Defoort, H. (2006). *Werklieden bemint uw profijt! De Belgische sociaaldemocratie in Europa*. Lannoo Campus: Leuven.
- Defourny, J. (1982a). *The problem of self-financing in workers' cooperatives: a survey*. Luik: CIRIEC.
- Defourny, J. (1982b). *Les nouvelles coopératives: espoir pour la Wallonie?* Luik: CIRIEC.
- Defourny, J. (1983). *Le renouveau des coopératives travailleurs: une analyse économique*. Maastricht: Centre Européen Travail et Société.
- Defourny, J. (1985). *Les nouvelles coopératives: dix ans après*. Luik: CIRIEC.
- Defourny, J., Estrin, S. & Jones, D.C. (1985). *The effects of workers participation on enterprise performance: empirical evidence from French cooperatives*. Luik: CIRIEC.
- Defourny, J. (1988). *L'entreprise coopérative: tradition et renouveau*. Brussel: Editions Labor.
- Defourny, J. (1990). *Démocratie coopérative et efficacité économique. La performance comparée des SCOP françaises*. Brussel: De Boeck Université.
- Defourny, J. & Monzon Campos, J.L. (1992). *Economie sociale: Entre économie capitaliste et économie publique. The third sector: Cooperative, mutual and nonprofit organizations*. Brussel: De Boeck.
- Defourny, J., Develtere, P. & Fonteneau, B. (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Brussel: De Boeck Université.
- Defourny, J., Develtere, P. & Fonteneau, B. (2000). *Social economy: North and South*. Leuven: KUL Hoger Instituut voor de Arbeid.
- Defourny, J., Simon, M. & Adam, S. (2002). *The Co-operative Movement in Belgium: Perspectives and Prospects*. Brussel: Pire.
- Develtere, P. (1992). *Co-operatives and development: towards a social movement perspective*. Saskatoon: University of Saskatchewan.
- Develtere, P. (1994). *Co-operation and Development*. Leuven: Acco.
- Develtere, P. (2002). *L'économie sociale et la coopération au développement: Quo Vadis?* Leuven: KUL Hoger Instituut voor de Arbeid.
- Develtere, P., Meireman, K. & Raymaekers, P. (2005). *Coöperatief en maatschappelijk verantwoord ondernemen. De plaats van de vennoot binnen de coöperatie*. Leuven: KUL Hoger Instituut voor de Arbeid.
- Develtere, P. & Pollet, I. (2005). *Co-operatives and fair trade*. Leuven: KUL Hoger Instituut voor de Arbeid.
- Develtere, P. & Raymaekers, P. (2005). *Mature Cooperative Groups Seeking New Identities: The Case of Belgium*. *Journal of Rural Cooperation*, 33(2), pp. 97-109.
- Develtere, P. (2006). *Sociale economie: pleidooi voor brede kijk. De gids op maatschappelijk gebied*, 97(6), pp. 10-18.
- Gagnon, A.-G. & Girard, J.-P. (2001). *Le mouvement coopératif au coeur du XXI^e siècle*. Québec: Presses de l'Université.
- Gerard, E., Kwanten, G., van Bouchaute, J., Pacolet, J. & Veraghtert, K. (1990). *Geschiedenis van de BAC*. Leuven: KUL Hoger Instituut voor de Arbeid.
- Gerard, E., Pacolet, J., van Bouchaute, J. & Veraghtert, K. (1995). *Van arbeiderscoöperatie tot bank. De geschiedenis van BACOB*. Tielt: Lannoo.
- Gijssels, C., Develtere, P. & Raymaekers, P. (forthcoming). *Coöperatieve vernieuwing en duurzame ontwikkeling*. Eindrapport van het onderzoek naar Coöperatieve vernieuwing en Duurzame Ontwikkeling in opdracht van Arcofin cvba, Arcopar cvba en Stichting voor Onderwijs in de Coöperatie.
- Internationaal Ontmoetingscentrum (1983). *Anders werken. Een leesboek over zelfbeheerende arbeidsvormen in West-Europa*. Hasselt: Internationaal Ontmoetingscentrum.
- International Labour Office (1988). *Co-operative management and administration*. Genève: International Labour Organisation.
- Kwanten, G. (1987). *Welstand door vereniging. De ontwikkeling van de christelijke arbeiderscoöperaties 1886-1986*. Brussel: LVCC.
- Lambert, P. (1964). *La doctrine coopérative*. Brussel: Propagateurs de la Coopération.
- Melnyk, G. (1985). *The Search for Community. From Utopia to a Co-operative Society*. Montréal: Black Rose Books.
- Mertens, S. (2005). *Une explication théorique à l'existence des coopératives agréées et des sociétés à finalité sociale en Belgique*. *Non Marchand*, 16(2), pp.13-27.
- Mertens, S., Bosmans, P. & Van de Maele, C. (2006). *Entrepreneuriat coopératif. Coup de projecteur sur une économie humaine*. Bruxelles: Conseil National de la Coopération.
- Nicaise, P. & Deboeck, K. (1995). *Vademecum des sociétés coopératives*. Brussel: Creadif.
- Pollet, I. & Develtere, P. (2004). *Development co-operation: how co-operatives cope. A survey of major co-operative development agencies*. Leuven: Cera Foundation.
- Quaghebeur, P. & Van Molle, L. (1990). *100 jaar Boerenbond in beeld: 1890-1990*. Leuven: Belgische Boerenbond.
- Roussel, L. (1996). *Entre services et intérêts: les coopératives*. In CARHOP, *Le mouvement ouvrier chrétien 1921-1996: 75 ans de lutes* (pp. 37-50). Brussel: EVO.
- Serwy, V. (1942, 1946, 1948, 1952). *La coopération en Belgique, vol. I à IV*. Brussel: Propagateurs de la Coopération.
- Van Diepenbeek, W.J.J. (1990). *De coöperatieve organisatie. Coöperatie als maatschappelijk en economisch verschijnsel*. Delft: Eburon.
- van Dijk, M. (2005). *Ondernemen met coöperatief kapitaal. Groep ARCO 1935-2005*. Tielt: Lannoo.
- van Dijk, G. & Klep, L.F.M. (2005). *Als de markt faalt. Inleiding tot coöperatie*. Den Haag: Sdu Uitgevers.
- Vanhove, M. (2003). *Samen werken aan de toekomst. De kracht van coöperaties*. Leuven: Cera Foundation.
- Van Molle, L. (1990). *Ieder voor allen: de Belgische Boerenbond 1890-1990*. Leuven: Belgische Boerenbond.
- Verbruggen, P. (2005). *Consumerism versus capitalism? Cooperatives seen from an International Comparative Perspective*. Gent: Druk in de Weer.
- Woestenborghs, B. (1994). *Van aankoopafdeling tot klantenkring: geschiedenis van de coöperatieve klantenstructuur in AVEVE*. Leuven: AVEVE.



Caroline Gijssels (°1972) est docteure en sciences sociales et chef de projets à l'Institut Supérieur du Travail (Hoger Instituut voor de Arbeid), institut de recherche multidisciplinaire de l'Université Catholique de Leuven. Elle travaille sur le monde associatif et l'économie sociale et est responsable du Centre d'Etude de l'Entrepreneuriat Coopératif.



Inne Wyns (°1983) est licenciée en sociologie et a également une formation complémentaire en économie politique. Elle est chercheuse au Centre d'Etude de l'Entrepreneuriat Coopératif et prépare un doctorat sur le secteur coopératif en Belgique.

STEUNPUNT COÖPERATIEF ONDERNEMEN (Centre d'Etude de l'Entrepreneuriat Coopératif)

CONTACT

Si vous souhaitez plus d'informations concernant la recherche sur les coopératives en Belgique, vous pouvez contacter :

Steunpunt Coöperatief Ondernemen
Hoger Instituut voor de Arbeid
K.U.Leuven
Parkstraat 47
3000 Leuven
Tel: + 32 16 32 33 28
Fax: + 32 16 32 33 44
caroline.gijssels@hiva.kuleuven.be

www.cooperatiefondernemen.be

Sur notre site, vous pouvez télécharger la version électronique de cette E-note ainsi que sa version néerlandaise. La traduction de cette e-note a été assurée pour la Chaire Cera par Arnaud Henry (Centre d'Economie Sociale - ULg).

CHAIRE Cera en Entrepreneuriat et Management en Economie Sociale

CONTACT

La Chaire Cera en *Entrepreneuriat et Management en Economie Sociale* est le fruit d'un partenariat entre le groupe Cera et le Centre d'Economie Sociale (HEC-Ecole de Gestion de l'Université de Liège). La Chaire Cera poursuit une mission de recherche et d'enseignement. Elle vise à inscrire et à développer, dans le cadre universitaire, le soutien à l'entrepreneuriat et au management en économie sociale. Dans le cadre du Centre d'expertise en Entrepreneuriat de Cera, les chercheuses associées à la Chaire Cera, à savoir Sybille Mertens et Catherine Davister, collaborent avec le Steunpunt Cooperatief Ondernemen de HIVA.

Vous trouverez sur le site www.cooperatiefondernemen.be plus d'informations concernant le Steunpunt Coöperatief Ondernemen. Vous y trouverez aussi la version néerlandophone de cette E-note.